

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 19 février 1959

La séance est ouverte à deux heures et demie.

LE RÈGLEMENT

ADOPTION DU 1^{er} RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. J. W. Kucherepa (High-Park) présente le 1^{er} rapport du comité permanent du Règlement de la Chambre et en propose l'adoption.

La motion est adoptée.

L'ÉNERGIE ATOMIQUE

EURATOM—DÉPÔT DES ACCORDS ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE ROYAUME-UNI

L'hon. Sidney E. Smith (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le 10 février, j'ai dit à la Chambre que je me ferais un plaisir de déposer un exemplaire de l'accord qui a été conclu récemment entre le Royaume-Uni et l'EURATOM en vue de collaborer à l'usage pacifique de l'énergie atomique. Je viens de recevoir des exemplaires officiels de cet accord, et je désire les déposer. J'ai pensé que les honorables députés aimeraient peut-être avoir l'occasion d'examiner aussi un accord, à peu près semblable dans ses grandes lignes, qui a été conclu au début de l'été dernier entre les États-Unis d'Amérique et l'EURATOM. Je dépose donc aussi maintenant deux exemplaires de cet accord.

LES FINANCES

PRÉSUMÉE DEMANDE, PAR LE GOUVERNEMENT, DES NOMS DES EMPRUNTEURS AUX BANQUES À CHARTE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Je regrette de n'avoir pu l'en prévenir, car il s'agit d'une chose qui a été portée à mon attention tout juste avant l'ouverture de la séance. On a pu lire dans les journaux que le gouvernement aurait demandé un rapport mensuel indiquant les noms de particuliers et de sociétés qui sont de gros emprunteurs des banques à charte. Le premier ministre aurait-il des observations à nous communiquer à ce propos?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je laisse au ministre des Finances le soin de répondre à cette question.

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'imagine que l'honorable député veut parler d'un article qui a paru cette semaine dans le *Financial Post*. Il me fait signe que oui. Or j'ai lu cet article il y a quelques minutes. Il renferme plusieurs erreurs. Le gouvernement n'a demandé qu'on lui envoie aucun de ces rapports. L'inspecteur général des banques, en conformité de ses responsabilités au titre de la loi sur les banques, a besoin qu'on lui envoie certains rapports. C'est ainsi que des rapports lui ont été envoyés,—y compris des listes de noms d'emprunteurs.—Cela se fait depuis plus de quinze ans. Il n'y a rien de nouveau à cela. L'inspecteur général des banques me dit que certaines modifications sont à l'étude à l'heure actuelle. Toutefois, la pratique dont il est question dans l'article comme étant quelque chose de nouveau, monsieur l'Orateur, est déjà vieille de plus de quinze ans.

L'hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il dire à la Chambre, aussitôt qu'il le pourra, quelles sont les modifications qui, d'après lui, sont à l'étude?

L'hon. M. Fleming: Oui, monsieur l'Orateur, je me ferai un plaisir de les signaler à la Chambre. Je souligne de nouveau qu'il s'agit d'une affaire où l'inspecteur agit en vertu de pouvoirs statutaires et dans l'exécution de fonctions qui lui sont attribuées par la loi. Cette affaire n'est pas du ressort du gouvernement; mais je ne manquerai pas, en temps utile, de fournir à la Chambre les renseignements sur tous changements qui pourraient être apportés à la pratique actuelle.

DEMANDE DE DÉCLARATION SUR L'ÉMISSION D'OBLIGATIONS À TERME

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. H. McMillan (Welland): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Maintenant que l'emprunt du gouvernement a été considérablement surpassé, le ministre pourrait-il faire une brève déclaration, aujourd'hui ou très prochainement, sur les différents aspects de l'emprunt, ainsi que je l'ai demandé hier dans mes observations qui figurent à la page